

ENVIRONNEMENTS SANS FUMÉE

Les lois d'interdiction totale de fumer optimisent l'économie

L'autorisation de fumer dans les lieux publics et d'accueil du public s'avère être un gouffre économique. En effet, elle représente un poids financier qui se répercute sous forme de frais médicaux plus élevés, de perte de productivité due aux maladies, de primes d'assurance plus élevées et de coûts d'entretien et de nettoyage plus importants.¹

Les lois d'interdiction totale de fumer réduisent l'exposition au tabagisme passif et aident les fumeurs à arrêter le tabac. Ainsi, ces législations sauvent des vies et diminuent les coûts des soins et les autres frais liés à la consommation de tabac dans les lieux publics et d'accueil du public.

L'exposition au tabagisme passif implique des frais médicaux colossaux

La mise en œuvre de lois d'interdiction totale de fumer permet de réduire les frais médicaux liés à l'exposition au tabagisme passif.

- Aux États-Unis, selon les estimations de la Société des actuaires, près de 5 milliards de dollars sont dépensés chaque année en soins médicaux apportés aux non-fumeurs souffrant d'une maladie liée au tabagisme passif.²
- Au Royaume-Uni, l'exposition des enfants au tabagisme passif engendre des coûts d'au moins 9,7 millions de livres sterling par an pour les consultations de soins primaires et les traitements antiasthmatiques, de 13,6 millions de livres sterling pour les hospitalisations et de 4 millions de livres sterling pour les médicaments antiasthmatiques destinés aux enfants âgés de 16 ans et moins.³
- En Suisse, l'exposition au tabagisme passif dans les lieux publics est responsable de 32 000 jours d'hospitalisation évitables et de 3 000 années de vie perdues, ce qui représente des coûts de soins s'élevant à 330 millions de francs suisses.⁴
- À Hong Kong, l'exposition au tabagisme passif coûte environ 156 millions de dollars en frais médicaux directs, en soins à long terme et en perte de productivité.⁵
- La loi d'interdiction totale de fumer en vigueur dans l'État de New York a permis d'éliminer 3 813 hospitalisations pour une crise cardiaque aiguë en 2004, ce qui représente une économie de 56 millions de dollars en frais médicaux directs.⁶

Le tabagisme sur le lieu de travail diminue la productivité des employés

L'autorisation de fumer sur le lieu de travail génère une perte de productivité parmi les employés fumeurs.

- En Suède, selon une étude menée auprès de 14 000 travailleurs, les fumeurs ont été absents de leur poste entre 7,7 et 10,7 jours de plus par an que les non-fumeurs.⁷
- En Écosse, selon une étude menée sur 200 lieux de travail, l'absentéisme parmi les fumeurs a engendré une perte de productivité de 40 millions de livres sterling.⁸
- Selon une étude de la documentation sur les pauses cigarettes accordées aux employés, les salariés concernés prennent 4 à 30 minutes de pause supplémentaires par jour pour fumer.⁹

Le tabagisme sur le lieu de travail les résultats des coûts supplémentaires pour les entreprises

L'autorisation de fumer sur le lieu de travail génère des coûts d'assurance et d'entretien plus élevés.

- Aux États-Unis, les lieux de travail sans fumée réalisent chaque année des économies d'environ 728 dollars pour 90 mètres carrés grâce à la réduction de leurs frais d'entretien.⁹
- La mise en œuvre de lois d'interdiction totale de fumer diminue les risques d'incendies et de blessures accidentelles,⁹ ce qui peut également engendrer une baisse des coûts d'assurance. Aux États-Unis, les entreprises sans fumée ont négocié des primes d'assurance immobilière et incendie moins élevées. Certaines sociétés ont même bénéficié de réductions remarquables allant jusqu'à 25 à 30 %.¹⁰

Les lois d'interdiction totale de fumer ne font pas de tort au secteur de l'hôtellerie

L'industrie du tabac soutient que les lois d'interdiction totale de fumer vont affecter négativement le secteur de l'hôtellerie (les restaurants, les bars, etc.). Or, d'après des études qui ont évalué les revenus et l'emploi dans

ce secteur avant et après la mise en œuvre des lois d'interdiction totale de fumer, ces dernières n'exercent aucun impact économique négatif.

- Le Centre international de Recherche sur le Cancer de l'OMS a publié une analyse de 165 études menée en 2009. Il en a conclu que « les mesures antitabac n'ont pas d'impact économique néfaste pour l'activité des restaurants, des bars ou des établissements de tourisme. Certaines études ont mis en évidence un léger effet positif de ces législations ». ¹¹
- En 2003, une analyse de 97 études sur l'impact économique des lois d'interdiction totale de fumer a mis en évidence les résultats suivants :

« Toutes les études les mieux conçues font état soit d'une absence de conséquences soit de conséquences positives sur les ventes et l'emploi des lois antitabac dans les restaurants et les bars. Ainsi le législateur peut agir afin de protéger les employés et les employeurs des toxines du tabagisme passif en sachant qu'il pourra réfuter les allégations de l'industrie du tabac quant à un impact négatif sur l'économie. » ¹²

- Toutes les études indiquant un impact négatif ont été soutenues par l'industrie du tabac. ¹²
- En 2005, une analyse de 115 études menées en Australie, au Canada et aux États-Unis a démontré que « les lois d'interdiction totale de fumer n'exercent pas d'impact négatif sur le long terme sur les ventes, les revenus, les recettes et l'emploi des restaurants, des bars, des hôtels et des établissements de jeu ». ¹³
- En 2008, la ville de Mexico a mis en œuvre une loi d'interdiction de fumée. L'année suivante, aucune conséquence néfaste sur les revenus, les salaires et les emplois des restaurants, des boîtes de nuit, des bars et des tavernes n'a été enregistrée. Au contraire, les salaires et les emplois ont bénéficié de modestes augmentations dans l'ensemble des établissements. En outre, les restaurants ont constaté une hausse modérée de leurs revenus. ¹⁴
- En Argentine, une étude des lois d'interdiction totale de fumer en vigueur à Buenos Aires et dans quatre

provinces a démontré que ces législations n'ont pas affecté de manière négative les ventes des bars et des restaurants. En ce qui concerne plus particulièrement Buenos Aires, il a été mis en évidence que ces mesures antitabac ont engendré une hausse de 7 à 10 % des ventes dans les bars et les restaurants. ¹⁵

- Aux États-Unis, des études spécifiques à certains États n'ont identifié aucun impact négatif des lois d'interdiction totale de fumer sur le secteur de l'hôtellerie.
 - Dans l'État du Minnesota, les emplois dans les bars et les restaurants des régions rurales et urbaines n'ont subi aucune fluctuation suite à l'entrée en vigueur de ces législations antitabac. ¹⁶
 - Deux après la mise en œuvre des lois d'interdiction totale de fumer dans l'État de Washington, les bars et les tavernes ont enregistré des revenus commerciaux supérieurs de 105,5 millions de dollars par rapport à leurs prévisions. ¹⁷
- En Nouvelle-Zélande, certains s'inquiétaient que la loi d'interdiction totale de fumer en vigueur depuis 2004 diminuerait les chiffres du tourisme. Or en 2005, le pays a bénéficié d'une hausse de 1,5 % du nombre de visiteurs étrangers et d'une augmentation de 3,3 % des dépenses que ces derniers ont effectué sur son sol. ¹⁸

Messages clés

- **L'exposition au tabagisme passif augmente les coûts médicaux et de soins.**
- **Les lois d'interdiction totale de fumer peuvent aider les entreprises à accroître leurs recettes en optimisant la productivité de leurs employés et en réduisant les coûts engendrés par la consommation du tabac.**
- **Les lois d'interdiction totale de fumer ne font pas de tort au secteur de l'hôtellerie. Dans certains cas, elles exercent même un impact positif sur cette industrie.**

(1) Ross H. Economics of smoke-free policies. In: Partnership TSE, editor. Smoke free Europe makes economic sense: A report on the economic aspects of smoke free policies. Belgium: The SmokeFree Europe Partnership, 2005:13-17. (2) Behan DF, Eriksen MP, Lin Y. Economic effects of environmental tobacco smoke. Schaumburg: Society of Actuaries, 2005. (3) Royal College of Physicians. Passive Smoking and Children: A report by the Tobacco Advisory Group of the Royal College of Physicians. London: Royal College of Physicians, 2010. (4) Hauri DD, Lieb CM, Rajkumar S, Kooijman C, Sommer HL, Roosli M. Direct health costs of environmental tobacco smoke exposure and indirect health benefits due to smoking ban introduction. Eur J Public Health 2010. (5) McGhee SM, Ho LM, Lapsley HM, Chau J, Cheung WL, Ho SY, et al. Cost of tobacco-related diseases, including passive smoking, in Hong Kong. Tob Control 2006;15(2):125-30. (6) Juster HR, Loomis BR, Hinman TM, Farrelly MC, Hyland A, Bauer UE, et al. Declines in hospital admissions for acute myocardial infarction in New York state after implementation of a comprehensive smoking ban. Am J Public Health 2007;97(11):2035-9. (7) Lundborg P. Does smoking increase sick leave? Evidence using register data on Swedish workers. Tob Control 2007;16(2):114-8. (8) Parrott S, Godfrey C, Raw M. Costs of employee smoking in the workplace in Scotland. Tob Control 2000;9(2):187-92. (9) Javitz HS, Zbikowski SM, Swan GE, Jack LM. Financial burden of tobacco use: an employer's perspective. Clin Occup Environ Med 2006;5(1):9-29, vii. (10) Centers for Disease Control and Prevention. Save lives, save money: Make your business smoke-free. Atlanta: U.S. Department of Health and Human Services, Centers for Disease Control and Prevention, National Center for Chronic Disease Prevention and Health Promotion, Office on Smoking and Health, 2006. (11) World Health Organization International Agency for Research on Cancer. Evaluating the Effectiveness of Smoke-free Policies. IARC Handbook of Cancer Prevention. Lyon: WHO IARC, 2009. (12) Scollo M, Lal A, Hyland A, Glantz S. Review of the quality of studies on the economic effects of smoke-free policies on the hospitality industry. Tob Control 2003;12(1):13-20. (13) Luk R, Ferrence R. The economic impact of smoke-free legislation on the hospitality industry. Special Report Series. Toronto: Ontario Tobacco Research Unit, 2005. (14) Guerrero Lopez CM, Jimenez Ruiz JA, Reynales Sigmatsu LM, Waters HR. The economic impact of Mexico City's smoke-free law. Tob Control 2011; Published online first. (15) Gonzalez-Rozado M, Molinari M, Virgolini M. The economic impact of smoke-free laws on sales in bars and restaurants in Argentina. CVD Prevention and Control 2008;3(4):197-203. (16) Klein EG, Forster JL, Erickson DJ, Lytle LA, Schillo B. Economic effects of clean indoor air policies on bar and restaurant employment in Minneapolis and St Paul, Minnesota. J Public Health Manag Pract 2010;16(4):285-93. (17) Boles M, Dilley J, Maher JE, Boysun MJ, Reid T. Smoke-free law associated with higher-than-expected taxable retail sales for bars and taverns in Washington State. Prev Chronic Dis 2010;7(4):A79. (18) Edwards R, Thomson G, Wilson N, Waa A, Bullen C, O'Dea D, et al. After the smoke has cleared: evaluation of the impact of a new national smoke-free law in New Zealand. Tob Control 2008;17(1):e2.